

Léopold II for ever ?

Caroline Sägers

Les commémorations de la Grande Guerre s'achèvent. L'anniversaire de ce conflit est devenu assez consensuel : la sympathie pour toutes les victimes a remplacé le patriotisme d'autrefois. Celui-ci avait conduit à une véritable frénésie dans la construction de monuments à la gloire des soldats tombés. Hormis l'une ou l'autre expression trop agressive à l'égard des ennemis d'hier qu'il a fallu gommer, ces monuments demeurent paisiblement à leur place dans le paysage.

Depuis quelques années, des voix s'élèvent, des collectifs s'organisent et des manifestations se déroulent pour protester contre le maintien dans l'espace public de monuments glorifiant les acteurs de l'expansion coloniale. Les représentations du roi Léopold II à Bruxelles sont le plus fréquemment visées. Mais c'est bien l'ensemble des signes coloniaux dans l'espace public qui est remis en question. Parallèlement aux monuments, les noms donnés aux espaces publics, rues et arrêts des transports publics font également l'objet de débats. Est-il encore approprié que l'une des principales artères du centre de Bruxelles soit la rue des Colonies ? Le major Pétillon, officier qui participa à la création de l'État indépendant du Congo, doit-il vraiment être honoré non seulement par une rue à son nom mais également par une station de métro ?

Un numéro récent de *Bruxelles en Mouvements*¹ a cartographié toutes les mentions qui rappellent le Congo belge dans l'espace public bruxellois : Thibault Jacobs en a répertorié plus de septante. Parmi elles, le buste d'Émile Storms au square de Meeûs suscite désormais une vive opposition, le militaire ayant été récemment remis au déshonneur par un article de Michel Bouffieux² évoquant le sort de Lusinga, un chef tribal décapité à l'occasion de l'expédition punitive commandée par Storms en décembre 1884. Le crâne de Lusinga, qui repose aujourd'hui dans un carton au musée des sciences naturelles de Bruxelles, fait partie des restes humains dont le retour au Congo est réclamé par des ayants droit. La revendication de restitution s'étend également à celle des nombreux objets et œuvres d'art emportés par le colonisateur, alimentant un débat qui commence à se déployer en Belgique comme dans d'autres pays européens et auquel *Imagine* a donné écho récemment³.

* Le titre de cette chronique est emprunté à celui – sans point d'interrogation – du texte de Jean-Luc Vellut, professeur émérite de l'UCL, publié par *La Libre Belgique* le 13 avril dernier et qui, dénonçant « l'image du Congo léopoldien comme un "État voyou" », estimait que « le passé de l'Afrique mérite mieux que les "fake news", le narcissisme bien-pensant, voire ubuesque ».

¹ Novembre-décembre 2018.

² « Le crâne de Lusinga interroge le passé colonial belge », *Paris-Match Belgique*, 22 mars 2018.

³ N° 132, mars-avril 2019.

Notre environnement, nos racines

Si l'énergie dépensée par des collectifs qui défendent la mémoire des colonisés et les droits des Africains d'aujourd'hui se comprend aisément, on est un peu surpris de constater la violence de certaines réactions qui rejettent leurs revendications et vont même parfois jusqu'à entreprendre de réhabiliter Léopold II ou « l'œuvre civilisatrice » de la Belgique. Les journaux ont accueilli plusieurs cartes blanches se positionnant en ce sens.

Ces réactions surprennent d'autant plus que l'on croyait que l'histoire coloniale ne suscitait plus guère d'intérêt et que, plus d'un demi-siècle après l'indépendance du Congo, il n'y a plus beaucoup de témoins directement concernés. Ces réactions s'expliquent sans doute autant par un attachement à ce que l'on a toujours connu, ou plutôt à ce que l'on a connu dans sa jeunesse, que par un réel refus d'admettre le caractère peu glorieux d'un passé dont on n'est finalement que très peu responsable. Une telle mobilisation a réussi à bloquer, en Flandre, le changement de nom de la Cyriel Verschavestraat à Breendonk. Dans une localité qui abrite un lieu de mémoire dédié au souvenir des prisonniers qui y ont été internés, torturés et exécutés par les nazis, la rue honorant le prêtre et écrivain flamingant, collaborateur enthousiaste condamné à mort par contumace après la guerre, fait tache. Malgré cela, les habitants se sont massivement opposés à un changement du nom de leur rue, modification qui aurait présenté selon eux de trop grandes difficultés pratiques.

Qu'il s'agisse de défendre des monuments et des rues à la gloire de collaborateurs ou d'anciens coloniaux, la mobilisation en faveur de l'intangibilité de l'espace public ne doit pas nécessairement être interprétée comme une adhésion ou une proximité avec les idéologies qui sous-tendaient le régime nazi ou la colonisation. Il s'agit peut-être davantage de la démonstration d'un attachement à une forme d'identité ancrée dans une situation locale, et perçue comme menacée par la mondialisation et la multiculturalité.

Un phénomène semblable est observé lorsque l'annonce de la réaffectation d'une église vide provoque une levée de boucliers de la part de citoyens qui n'étaient plus, depuis bien longtemps, des paroissiens actifs. On peut évoquer également l'ampleur extraordinaire de l'émotion suscitée par l'incendie de Notre-Dame de Paris, dans un pays largement déchristianisé, phénomène collectif qui ne peut s'expliquer par le seul attachement à un patrimoine culturel, aussi exceptionnel soit-il. Aujourd'hui comme hier, le passé suscite l'émotion. La reconstitution du passé ne forge plus l'identité nationale comme autrefois, ce qui n'empêche pas les citoyens de s'en emparer pour conforter l'idée qu'ils se font de leur propre identité.

Ajoutons à cela que l'architecture et l'art moderne sont largement méconnus, voire méprisés par un large public, qui tend à privilégier la préservation ou la reconstruction des grandes structures de l'espace public dans un état antérieur à 1945. L'anathème dont sont souvent victimes les créateurs contemporains peut conduire également à rejeter des œuvres modernes lorsque leurs auteurs sont jugés peu fréquentables. C'est ainsi qu'on a découvert avec surprise dans *Le Monde* du 2 avril 2019 une tribune de neuf intellectuels appelant à supprimer tout soutien public pour l'œuvre de « l'antisémite Le Corbusier »...

Le développement des droits humains, le rejet du sexisme et des racismes qui caractérisent notre société en 2019 – même si bien des progrès restent à faire – ne peuvent évidemment pas entraîner la destruction du patrimoine historique ou culturel.

En revanche, la mémoire forcément sélective de certains événements et de certaines personnes s'incarnant dans l'espace public peut, elle, évoluer, ainsi qu'elle l'a toujours fait.

Elle est un miroir de l'état de la société. Si, après la Seconde Guerre mondiale, l'avenue des Nations a été rebaptisée dans l'enthousiasme avenue Franklin Roosevelt, aujourd'hui, le consensus est plus difficile à atteindre, comme l'ont illustré les lenteurs du dossier de la place Lumumba à Ixelles. Toutefois, il n'est pas impossible d'aboutir et de trouver des accords, ainsi qu'en témoigne le récent accueil favorable fait par le conseil communal de Schaerbeek à la démarche de citoyens demandant qu'une portion de la rue Vanderlinden soit renommée rue Habiba-Ahmed en mémoire des victimes d'un crime raciste survenu en mai 2002.

Autre évolution : la commune d'Anderlecht a créé en septembre 2017 un groupe de travail qui a auditionné des experts et vient de déposer ses recommandations en matière de signes coloniaux dans l'espace public. La démarche retenue par les autorités est celle de la contextualisation des monuments : les hommages de l'époque ne doivent pas être supprimés, mais recontextualisés. La commune prendra en outre contact avec la STIB pour changer le nom de l'arrêt « Vétérans coloniaux ». L'exemple paraît intéressant, surtout si la démarche de contextualisation ne se limite pas à apposer une plaque explicative. On peut ainsi imaginer modifier substantiellement l'œuvre, par exemple par une juxtaposition d'un nouveau projet à la statue équestre de Léopold II. Une telle démarche aurait un double sens, pédagogique mais également artistique, dans un contexte où l'on a souvent peur d'innover – les forces plaçant pour une reconstruction strictement à l'identique de la cathédrale de Paris en sont une nouvelle illustration.

Les noms des rues, artères et autres squares ne peuvent évidemment pas être semblablement recontextualisés. Sans imposer que la dénomination des rues reflète intégralement l'air du temps, ou même simplement l'évolution des critères d'honorabilité – personne ne réclame de débaptiser l'avenue Charles Woeste –, changer le nom de lieux comme le square des Vétérans coloniaux offrirait l'avantage de dégager des espaces pour mettre à l'honneur d'autres personnalités, et particulièrement des femmes, qui sont aujourd'hui encore les grandes absentes des lieux publics. Le boulevard Léopold II pourrait ainsi disparaître des cartes, même s'il est loin d'être certain, compte tenu des embouteillages et de la pollution qui sont le lot quotidien du boulevard, que cette appellation soit encore à considérer comme un hommage au deuxième roi des Belges...

Cet article a été publié dans : *Imagine demain le monde*, n° 134, juillet-août 2019, pages 30-31.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER, « Léopold II for ever ? », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} juillet 2019, www.crisp.be.